

Génocide au Rwanda : le pape implore le pardon pour l'Eglise catholique

La reconnaissance des responsabilités de l'Eglise dans les massacres de 1994 est une première

L'histoire jugera de son ampleur et de ses conséquences mais le pape François a fait un pas inédit, avec une reconnaissance en forme de repentance qui devrait contribuer à décriper les relations entre le Rwanda et le Vatican. Pour sa première visite au Saint-Siège et sa première rencontre avec un pontife, lundi 20 mars, Paul Kagame, le chef d'Etat rwandais, qui, à la différence de nombre de ses pairs africains, n'a jamais porté sa foi en bandoulière, n'a pas tardé à tweeter sa satisfaction à l'issue d'« un échange cordial » d'une vingtaine de minutes.

« Un grand jour (...). Un nouveau chapitre dans les relations entre le Rwanda et l'Eglise catholique [s'est ouvert] », écrit le président, tout en saluant « un acte de courage » de la part de François. La raison de cette satisfaction est à chercher dans le texte du communiqué du Vatican publié après la rencontre : « Le pape a exprimé sa profonde tristesse, celle du Saint-Siège et de l'Eglise, pour le génocide contre les Tutsi. »

« Les péchés de l'Eglise »

Surtout, il a « imploré le pardon de Dieu pour les péchés et les fautes de l'Eglise et de ses membres, dont des prêtres, et des hommes et des femmes religieux qui ont succombé à la haine et à la violence,

trahissant leur propre mission évangélique ». Cette reconnaissance directe des responsabilités de l'Eglise catholique dans les cent jours qui, d'avril à juillet 1994, transformèrent le Rwanda en un immense charnier – 800 000 morts, selon les Nations unies, parmi la minorité tutsi et les opposants hutu – est une première.

« A la différence de ses prédécesseurs, le pape François (...) intègre l'Eglise catholique en tant qu'institution dans les responsables de ce drame. Auparavant, Jean-Paul II avait fait un savant distinguo entre les membres qui avaient participé au crime des crimes, les prêtres, les religieux ou les religieuses, et l'institution, qu'il jugeait innocente et sans responsabilité historique », note Christian Terras, le rédacteur en chef de la revue *Golias*, qui a publié plusieurs enquêtes sur le rôle de l'Eglise durant le génocide au Rwanda.

En novembre 2016, la Conférence épiscopale du Rwanda avait demandé « pardon au nom de tous les chrétiens pour toute forme de péché commis » et regretté que « des membres de l'Eglise aient violé leurs vœux d'allégeance aux commandements de Dieu ». Mais l'évêque qui la préside, Philippe Rukamba, s'était empressé de déclarer que « l'Eglise n'a pas participé au génocide ». Les autorités

Paul Kagame, le chef d'Etat rwandais, salue « un acte de courage » de la part du pape François

de Kigali avaient alors jugé ces excuses « profondément inadéquates », considérant notamment que, « au vu de l'échelle à laquelle ces crimes ont été commis, des excuses de la part du Vatican seraient amplement justifiées ».

« Se recréditibiliser »

Le pape François n'est pas allé jusque-là. « C'est la subtilité de ce pape jésuite qui n'est pas allé là où Paul Kagame voulait l'emmener. (...) En mettant en avant la responsabilité de l'Eglise en tant qu'institution, il a éludé le rôle du Vatican en tant qu'Etat », analyse Christian Terras. Par ailleurs, en invoquant une « purification de la mémoire », le pontife semble vouloir mettre de côté les très lourds contentieux du passé.

Ils ont commencé avec les pères blancs qui, durant la colonisation belge, contribuèrent à instaurer des différenciations raciales qui

n'existaient pas jusque-là. Puis se sont poursuivis avec le revirement de l'Eglise catholique rwandaise qui, après avoir protégé l'élite tutsi en vertu d'une soi-disant ascendance caucasienne, se rangea derrière la majorité hutu au tournant des années 1960 et de l'indépendance.

Ce soutien mènera aux pires excès lorsque certains religieux assisteront les meurtriers pendant les massacres de 1994. Enfin, trois évêques jugés proches du régime génocidaire hutu furent abattus au mois de juin 1994 par le Front patriotique rwandais, la rébellion dirigée par Paul Kagame qui mit un terme à la terreur et prit le pouvoir.

Déjà très impliquée dans la tentative de résolution de la crise politique en République démocratique du Congo, l'Eglise catholique, sous l'impulsion du pape François, semble décidée à réinvestir le champ politique dans la région des Grands Lacs. En jouant le jeu de la réconciliation avec le pouvoir en place à Kigali, « il pourrait permettre à l'Eglise catholique de se recréditibiliser et de redevenir centrale dans le jeu rwandais », note Christian Terras, alors que les Eglises évangéliques voient leur influence s'étendre dans ce pays où la foi chrétienne reste très vivace. ■

CYRIL BENSIMON